

du dispositif serait supprimé et les paragraphes suivants renumérotés en conséquence.

74. M. CAVAGLIERI (Italie) fait observer que le rapport de l'Administrateur du PNUD au Conseil économique et social, mentionné au paragraphe 7 du dispositif (devenu paragraphe 6) devrait être présenté par l'intermédiaire du Conseil d'administration; il conviendrait d'insérer une précision à cet effet dans le paragraphe.

75. Le PRÉSIDENT suggère d'insérer "par l'intermédiaire de ce dernier" entre "et" et "au Conseil économique et social".

*Il en est ainsi décidé.*

*Le projet de résolution E/L.1606, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

76. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution E/L.1604/Rev.1 concernant l'assistance aux réfugiés rapatriés et aux personnes déplacées du Soudan méridional.

*Le projet de résolution E/L.1604/Rev.1 est adopté.*

77. Le PRÉSIDENT invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution E/L.1607 concernant le problème de la

sécheresse en Afrique, le deuxième alinéa du préambule ayant été modifié par les auteurs.

*Le projet de résolution E/L.1607, tel qu'il a été modifié, est adopté.*

78. Le PRÉSIDENT déclare que le Conseil en a terminé avec l'examen des points 10, 11, 12 et 22 de l'ordre du jour. Au nom du Conseil, il souhaite remercier les représentants des diverses organisations du système des Nations Unies de leurs déclarations liminaires et de la part qu'ils ont prise aux débats du Conseil.

### *Organisation des travaux*

79. Le PRÉSIDENT informe le Conseil que le Bureau a décidé de recommander que le point 4 de l'ordre du jour (Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international), qui est intimement lié à d'autres questions déjà renvoyées au Comité économique, soit également renvoyé à ce comité pour suite à donner, étant entendu que la discussion générale sur ce point est terminée et que les deux rapports à examiner seront présentés en séance plénière.

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 13 heures.*

## 1916<sup>e</sup> séance

Vendredi 19 juillet 1974, à 10 h 25

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1916

### POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Conférence mondiale de l'alimentation (E/5533 et Corr.2, E/L.1609, E/NGO/18)

1. Le PRÉSIDENT attire l'attention du Conseil sur le rapport du Comité préparatoire de la Conférence mondiale de l'alimentation sur sa deuxième session (E/5533 et Corr.2), et plus particulièrement sur le paragraphe 1 dans lequel sont indiquées les questions qui appellent une décision de sa part.

2. M. RYDBECK (Suède), président du Comité préparatoire, présentant le rapport de ce comité, dit que conformément à la résolution 1840 (LVI) du Conseil, le Comité préparatoire devrait terminer la documentation relative à l'examen de la situation alimentaire mondiale ainsi que sur les projets de règlement intérieur provisoire et d'ordre du jour provisoire de la Conférence mondiale de l'alimentation, et régler la question de la durée et des dates de sa troisième session.

3. Le Comité préparatoire n'a pas été en mesure de prolonger la durée de sa deuxième session comme prévu dans cette résolution, mais il a réussi en une session de cinq jours complétée par une séance de nuit à s'acquitter des tâches qui lui étaient confiées et à parvenir à un accord sur les recommandations à présenter au Conseil. Ces recommandations sont reproduites au chapitre premier du rapport.

4. Le concours actif de 66 Membres de l'ONU, dont 38 membres du Conseil, ainsi que d'un grand nombre d'autres participants, a largement contribué au succès de la session. Les consultations se sont déroulées dans une atmosphère cordiale, et le Secrétaire général de la Conférence mondiale de l'alimentation et ses collaborateurs ont fourni un appui précieux.

5. Comme cette conférence ressemblera à de nombreux égards aux autres conférences de l'ONU, le Comité préparatoire a pu se fonder sur des précédents pour examiner le projet de règlement intérieur provisoire de la Conférence, ce

qui lui a permis de régler cette question sans débat prolongé. M. Rydbeck recommande au Conseil d'adopter le règlement intérieur provisoire figurant à l'annexe I au rapport et de le transmettre à la Conférence mondiale de l'alimentation.

6. L'annexe II du rapport contient un projet d'ordre du jour en 10 points recommandé par le Comité préparatoire. L'annexe III contient les propositions du Comité préparatoire concernant l'organisation de la Conférence, qui comprendrait les organes suivants : la Conférence plénière, une commission de vérification des pouvoirs et trois grandes commissions plénières auxquelles seraient renvoyés différents points de l'ordre du jour. Le Comité préparatoire a exprimé l'espoir que compte tenu de l'importance de la Conférence et des répercussions qu'auraient les résultats qu'on en attendait tous les gouvernements soient représentés au niveau ministériel aux réunions plénières et par des responsables de l'élaboration des politiques dans les commissions.

7. Parmi les questions de fond, le point le plus important examiné par le Comité préparatoire a été l'évaluation de la situation alimentaire mondiale sur la base du document soumis par le Secrétaire général de la Conférence et intitulé "Examen préliminaire de la situation alimentaire mondiale présente et future"<sup>1</sup>. Au cours du débat animé auquel un grand nombre de représentants ont participé, les problèmes ont été explorés de façon exceptionnellement approfondie. On trouvera au paragraphe 12 du rapport du Comité préparatoire un certain nombre de suggestions et recommandations importantes tendant à réviser et à élargir l'Examen préliminaire. Le Secrétaire général de la Conférence et ses collaborateurs font tout leur possible pour tenir compte d'un nombre aussi grand que possible de ces suggestions dans le document définitif, et ils soumettront un texte révisé au Comité préparatoire à sa troisième session.

8. Un certain nombre de propositions d'action nationale et internationale ont également été formulées; elles sont énumérées au paragraphe 16 du rapport du Comité préparatoire. Un certain nombre d'autres suggestions importantes concernant la création de fonds ou d'autres dispositifs institutionnels sont mentionnées au paragraphe 19. Le Comité préparatoire a recommandé qu'un groupe de travail soit réuni à Rome pour examiner ces suggestions et pour faire rapport à leur sujet au Comité à sa troisième session, qui doit se tenir à Rome du 23 septembre au 4 octobre 1974.

9. M. Rydbeck est convaincu qu'avec la coopération continue de tous les intéressés, les préparatifs de la Conférence mondiale de l'alimentation seront couronnés de succès.

10. M. MAREI (Secrétaire général de la Conférence mondiale de l'alimentation) estime remarquable que la Conférence mondiale de l'alimentation puisse se tenir moins d'un an après la décision prise à ce sujet par l'Assemblée générale dans sa résolution 3180 (XXVIII). L'empressement

inhabituel de la part des gouvernements à réunir une conférence internationale et à y participer est un signe encourageant qui révèle l'importance qu'ils attachent à la crise alimentaire mondiale et leur ferme intention de prendre des mesures énergiques pour y faire face. La réunion durant la même année de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et de la Conférence mondiale de la population reflète également l'interdépendance de toutes les questions économiques et sociales qui réclament d'urgence l'attention des gouvernements et appellent de leur part la volonté politique de prendre des mesures efficaces.

11. M. Marei a tenu compte de toutes les observations formulées par le Comité préparatoire à sa deuxième session concernant l'Examen préliminaire de la situation alimentaire mondiale qui lui était soumis, ainsi que des vues du Comité préparatoire concernant les incidences de cet examen en matière de politique d'action nationale et internationale. Le secrétariat a presque terminé la préparation de l'Examen révisé de la situation alimentaire mondiale ainsi que le document contenant des propositions d'action nationale et internationale. M. Marei est reconnaissant à toutes les institutions spécialisées et commissions économiques régionales de l'ONU de l'aide qu'elles lui ont fournies à cet égard. Ces deux documents seront soumis aux gouvernements à la date prévue, c'est-à-dire environ quatre semaines avant l'ouverture de la troisième session du Comité préparatoire, le 23 septembre 1974. Le Comité a suggéré que les délégations intéressées se réunissent du 16 au 20 septembre pour étudier certaines propositions spécifiques soumises à la deuxième session.

12. Une fois ces documents achevés et distribués, une phase importante de la préparation de la Conférence sera terminée. L'objet principal desdits documents est d'aider les gouvernements à parvenir à un consensus sur les principales questions qui seront examinées et sur les mesures à court et à long terme que la Conférence devra prendre ou recommander pour résoudre le problème alimentaire mondial.

13. M. Marei espère qu'il sera possible aux gouvernements d'organiser des discussions intensives au cours des mois à venir afin de rechercher une base pour les mesures et les décisions qu'ils arrêteront à la Conférence. Le secrétariat fera tout son possible pour les aider. A cet égard, M. Marei envisage avec plaisir les visites qu'il doit faire en Afrique et en Amérique latine, et ultérieurement dans certains pays d'Asie.

14. Il a noté avec intérêt les nombreuses références dans la discussion générale, au problème alimentaire mondial ainsi que les espoirs exprimés par les chefs de délégation concernant les résultats de la Conférence mondiale de l'alimentation. Le problème alimentaire semble refléter les crises planétaires qui ont entraîné un déséquilibre de l'économie mondiale. Chaque jour apporte de nouveaux indices de la pénurie de produits alimentaires existant dans l'immédiat dans les pays en voie de développement et des crises que connaissent les pays développés par suite d'ajustements inadéquats, et toutes ces perturbations ont de graves répercussions économiques et sociales. Cette situation confirme le fait que l'ordre économique international existant ne peut pas résister aux changements actuels. Seule

<sup>1</sup> E/CONF.65/PREP/6.

une politique alimentaire mondiale globale tenant compte de tous les aspects du problème alimentaire permettra de trouver une solution. Cette politique alimentaire devra porter sur des problèmes tels que l'aide alimentaire, la stabilisation des prix, les arrangements relatifs à la constitution de stocks et les mesures destinées à assurer un équilibre entre l'offre et la demande. Pour résoudre le problème, il faudra accroître la production alimentaire, en particulier dans les pays en voie de développement.

15. Pour accroître la production, il faut utiliser des variétés à rendement élevé, mais les pays en voie de développement ne peuvent pas le faire si les engrais manquent et si leur prix augmente constamment. L'accroissement de la production exige également des machines agricoles à des prix acceptables. Il n'est pas possible d'accroître la superficie des terres cultivées sans procéder à des travaux de mise en valeur des sols et sans développer les institutions rurales. Dans ces conditions, il est évident que l'accroissement de la production alimentaire suppose une augmentation des investissements, une offre adéquate de facteurs de production, des recherches en matière d'adaptation et le développement des zones rurales. La productivité dans le secteur agricole exige un développement rural global, y compris la pleine utilisation des ressources humaines.

16. Les résultats espérés ne pourront être atteints que grâce à une action internationale concertée à laquelle les pays développés et les pays en voie de développement coopéreront. Cette coopération ne doit pas intervenir seulement au niveau de l'accroissement de la production alimentaire; elle doit s'instaurer aussi au niveau du commerce et de la distribution, et sur tous les autres plans. Le monde va s'orienter non vers l'autarcie, mais vers l'accroissement des échanges commerciaux. Le fait que les nations commerçantes sont naturellement intéressées à l'existence de marchés garantis, de prix stables et de termes de l'échange favorables fournit une nouvelle preuve du caractère international du problème.

17. Les observations qu'a faites M. Marei pour souligner les graves insuffisances du système et des institutions actuels de l'économie internationale vont dans le sens de l'ordre économique international nouveau demandé par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire. Des mesures politiques doivent être prises d'urgence pour assurer un ordre économique plus rationnel et plus équitable dont une des principales composantes sera indubitablement la politique alimentaire mondiale. Sri Lanka, le Mexique, le Bangladesh et la Sierra Leone ont proposé respectivement la création d'un fonds mondial d'engrais, d'une banque mondiale de l'alimentation, de l'approvisionnement en facteurs de production agricoles et de la recherche, d'un conseil de la sécurité alimentaire mondiale et d'un fonds de développement de l'agriculture; ces propositions, mentionnées au paragraphe 19 du rapport, sont actuellement analysées dans la documentation en vue d'une action nationale et internationale. Parmi les autres propositions soumises aussi pour examen à la Conférence mondiale de l'alimentation, il en est une émanant du Japon relative à la création d'un système d'information mondial concernant la situation alimentaire et agricole.

18. Les questions dont doit traiter la Conférence mondiale de l'alimentation ont une incidence directe sur les individus, leurs espoirs et leurs aspirations. Il faut espérer que l'action en profondeur que les résolutions adoptées par cette conférence permettront d'amorcer sera à la mesure de ces aspirations.

19. M. TUDOR (Roumanie) dit que sa délégation a pris note du rapport du Comité préparatoire sur sa deuxième session, ainsi que des observations du Président de ce comité et du Secrétaire général de la Conférence. Le Comité mérite des compliments pour être venu à bout si vite d'un programme de travail chargé, et M. Tudor se félicite de l'esprit de coopération qui a régné tout au long de la session.

20. A propos du chapitre II du rapport, M. Tudor dit qu'il a été difficile au Comité préparatoire de faire son évaluation préliminaire sur la situation alimentaire mondiale en raison d'une part de la méthode adoptée dans le rapport, et d'autre part de la nature même du problème alimentaire mondial qui, comme la situation dans la région soudano-sahélienne l'a montré, touche à l'existence même de l'homme. La délégation roumaine espère que la Conférence mondiale de l'alimentation disposera d'un document bien préparé, dans lequel les propositions faites lors de la deuxième session du Comité préparatoire seront prises en considération. Le document devra bien entendu décrire la situation dans les pays développés et dans les pays en voie de développement.

21. La Conférence devra étudier les mesures qui permettraient d'accroître la production agricole, en particulier dans les pays en voie de développement; ces mesures devraient notamment comprendre l'introduction dans le processus de production de méthodes modernes d'agriculture grâce au transfert des techniques des pays développés, l'accroissement de l'assistance technique et de l'aide financière et enfin le renforcement de la coopération internationale pour le développement. L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, en particulier la FAO, auront un rôle décisif à jouer à cet égard.

22. La Conférence devra aussi examiner la formation du personnel et l'amélioration des conditions du commerce des produits agricoles et alimentaires pour les pays en voie de développement, en particulier en ce qui concerne l'accès aux marchés, la promotion des exportations et la suppression des obstacles tarifaires et non tarifaires.

23. L'adoption au niveau national de mesures visant à constituer des réserves alimentaires ne doit pas empêcher que des mesures semblables soient prises sur le plan international. C'est pourquoi la délégation roumaine au Comité préparatoire a suggéré de remanier la section du rapport traitant de l'action internationale.

24. La Conférence mondiale de l'alimentation sera l'occasion de faire le bilan de la situation alimentaire dans le monde. La délégation roumaine est convaincue que la Conférence contribuera beaucoup à l'instauration d'un nouvel ordre économique, dont la politique alimentaire devrait constituer un élément essentiel.

25. M. MARKEY (Etats-Unis d'Amérique) dit que les considérations qui sont à l'origine de la proposition faite à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale de convoquer une conférence mondiale de l'alimentation sont toujours d'actualité.

26. On ne peut nier que les conclusions préliminaires contenues dans le rapport du Comité préparatoire sont peu encourageantes. La communauté internationale est de toute évidence aux prises avec un problème grave car il est peu probable que l'évaluation finale soit plus optimiste que la première. Si la communauté internationale ne s'attaque pas au problème de façon réaliste, il n'y aura peut-être pas moyen d'éviter la famine générale et nos espoirs de voir s'instaurer un monde plus équitable seront déçus.

27. La délégation des Etats-Unis fait deux observations à ce propos. La première est que la proposition de convoquer une conférence mondiale de l'alimentation est peut-être venue trop tard mais très certainement n'est pas venue trop tôt. La seconde se rapporte aux travaux des deux sessions tenues jusqu'ici par le Comité préparatoire. Le représentant des Etats-Unis est, de façon générale, satisfait de ce qui s'est fait pendant ces sessions et il attend de la troisième session des progrès considérables sur les questions de fond. Il note avec une satisfaction particulière que le Comité préparatoire a souligné la nécessité d'un programme efficace d'action nationale et internationale et il se félicite également de l'unanimité du Comité à reconnaître l'importance primordiale qu'il y a à augmenter la production de vivres et à en améliorer la distribution, particulièrement dans les pays en voie de développement. Le Comité a aussi été d'avis qu'il fallait renforcer la sécurité alimentaire mondiale en appliquant des politiques plus efficaces en matière de stocks alimentaires, améliorer le système d'alerte précoce et d'information sur la situation alimentaire et les causes de pénuries de denrées alimentaires, notamment en perfectionnant les dispositions en vigueur en matière de secours d'urgence et d'assistance alimentaire, et la délégation des Etats-Unis approuve cette conclusion.

28. M. Markey espère qu'il sera possible de parvenir à un consensus sur les questions qui appellent une décision du Conseil économique et social. Le projet d'ordre du jour provisoire de la Conférence, le projet de règlement intérieur provisoire et les propositions concernant l'organisation des travaux ont été examinés en détail par le Comité préparatoire et doivent être approuvés tels quels.

29. La convocation de la troisième session du Comité préparatoire est essentielle. La délégation des Etats-Unis approuve aussi la proposition de tenir une réunion à Rome du 16 au 20 septembre 1974 pour examiner les propositions soumises par diverses délégations. Une telle réunion est nécessaire pour permettre au Comité préparatoire à sa troisième session d'achever les préparatifs de la Conférence.

30. Selon M. SMÍD (Tchécoslovaquie), le climat politique, actuellement à la détente, assure des conditions favorables à la coopération économique pour le règlement de problèmes urgents comme celui que pose la situation alimentaire mondiale. La Conférence mondiale de l'alimentation viendra très utilement et en temps opportun amorcer la solution de ce problème particulier. La Tchécoslovaquie accueille

avec satisfaction la proposition de fournir, à titre de secours d'urgence, des denrées aux pays en voie de développement connaissant de graves pénuries alimentaires, mais elle estime que les mesures en ce sens ne peuvent constituer qu'un palliatif temporaire; seuls, le progrès économique général de ces pays, ainsi que le développement de leur agriculture et de leurs industries alimentaires, peuvent à long terme résoudre véritablement leurs problèmes alimentaires.

31. Dans la plupart des pays en question, des méthodes agricoles vétustes, voire presque féodales parfois, et de profonds déséquilibres sociaux entravent l'utilisation efficace de la main-d'œuvre, des ressources en terres et des techniques agricoles. Pour assurer un approvisionnement suffisant de produits alimentaires dans les pays en voie de développement, il faut accroître leur production agricole. On ne peut y parvenir qu'en procédant à une réforme agraire et en créant des coopérations agricoles, de façon à permettre l'adoption de techniques modernes de culture à grande échelle. C'est ce qu'a montré l'expérience de la Tchécoslovaquie dont la politique vise, pour l'avenir immédiat, à faire face à l'augmentation de la demande intérieure de produits alimentaires au moyen des ressources nationales et à éviter ainsi le recours aux produits offerts sur les marchés mondiaux. En même temps, la Tchécoslovaquie compte intensifier ses achats, dans les pays en voie de développement, de denrées et de produits agricoles qu'elle ne peut aisément cultiver sur son territoire. Cela vaut essentiellement pour les produits tropicaux et subtropicaux.

32. La Tchécoslovaquie appuie tous les efforts déployés en vue de libéraliser le commerce de produits agricoles avec les pays en voie de développement, et elle a aboli les droits de douane applicables à un certain nombre de produits agricoles importés surtout des pays en voie de développement, appliquant simultanément un tarif préférentiel en faveur de ces pays. Ses échanges de produits agricoles avec les pays en voie de développement sont fondés essentiellement sur des accords commerciaux bilatéraux à long terme, qui assurent aux pays en question le marché stable et sûr dont ils ont besoin pour moderniser leur agriculture.

33. M. MUSZALSKI (Pologne) déclare que, parmi les nombreuses conférences convoquées pour 1974, la Conférence mondiale de l'alimentation est probablement celle qui occupe la première place du point de vue de l'effort direct entrepris pour répondre aux besoins les plus fondamentaux de l'être humain. La Pologne espère que les Etats participant à la Conférence mettront tout en œuvre pour formuler des recommandations précises et tenant compte des réalités, en vue d'une action dans ce domaine. Elle a montré l'intérêt qu'elle porte à la Conférence en participant activement aux travaux du Comité préparatoire.

34. Dès le départ, la délégation polonaise a souligné qu'il importait de préparer soigneusement la Conférence et de choisir des sujets d'étude généralement acceptables et sur lesquels on puisse s'entendre pour mener une action immédiate ou à long terme. Elle a noté avec satisfaction que les membres du Comité préparatoire s'étaient mis d'accord sur les principales questions à traiter à la Conférence, à savoir l'évaluation de la situation alimentaire mondiale et l'examen d'un programme d'action destiné à augmenter la



production alimentaire dans les pays en voie de développement, à renforcer la sécurité mondiale sur le plan alimentaire et à améliorer les échanges internationaux dans leurs rapports avec le problème de l'alimentation.

35. L'ordre du jour de la Conférence offre une bonne base pour l'analyse en profondeur de la situation alimentaire mondiale de l'heure et des perspectives dans ce domaine, notamment à moyen terme, ainsi que des mesures permettant d'améliorer la situation actuelle, en particulier d'augmenter la production agricole de manière à satisfaire les besoins croissants de la population mondiale et à éliminer la faim et la malnutrition dans de nombreuses régions du monde.

36. L'expérience a montré qu'il ne saurait y avoir d'accélération ou d'important progrès de la production et du développement agricoles, ni de relèvement du niveau de vie des populations rurales, sans un profond remaniement social et institutionnel dont la première étape doit être la réforme agraire et le développement du mouvement coopératif. La structure vétuste du régime foncier et des moyens de production agricole constitue l'un des principaux obstacles au développement dans ce secteur. En l'absence de changements radicaux sur ce plan, aucune amélioration réelle n'est possible, même si l'on fait appel aux méthodes et techniques de sélection des variétés les plus perfectionnées.

37. Le Comité spécial de la réforme agraire de la FAO a donné des avis techniques au Conseil de la FAO et au Conseil économique et social au sujet de la réforme agraire qui fait l'objet de la résolution 1707 (LIII) du Conseil. La délégation polonaise se rallie entièrement aux conclusions du Comité spécial<sup>2</sup> et est persuadée que la Conférence accordera assez d'attention à la question de la réforme agraire pour accélérer la mise en route des mesures correspondantes, ainsi que de toutes les autres réformes sociales nécessaires à l'éradication du problème actuel de la faim et de la malnutrition.

38. La troisième session du Comité préparatoire offrira sans aucun doute d'amples possibilités de discuter toutes les autres questions de fond et les dispositions administratives à prendre en vue de la Conférence qui doit être l'occasion de discuter les problèmes et propositions, ainsi que d'adopter des décisions et recommandations. La Pologne participera activement aux débats. Elle est convaincue que le secrétariat de la FAO ne ménagera aucun effort pour assurer le déroulement efficace et harmonieux des travaux de la Conférence. La délégation polonaise est reconnaissante au Directeur général de la FAO et à ses collaborateurs des efforts qu'ils font en ce sens.

39. M. BARCELÓ (Mexique) félicite le Comité préparatoire de ses travaux en vue d'organiser la Conférence mondiale de l'alimentation. Comme la délégation mexicaine l'a indiqué en d'autres circonstances, la Conférence doit faire le maximum pour trouver les moyens pratiques d'augmenter la production et la consommation alimentaires dans les pays en voie de développement. Les questions

importantes à inscrire au projet d'ordre du jour provisoire sont, par conséquent, l'établissement de prix justes et stables pour les produits agricoles des pays en voie de développement, la libéralisation de l'accès aux marchés et l'apport, en quantité suffisante et à des prix peu élevés, des facteurs de production agricole nécessaires. La délégation mexicaine tient à souligner la nécessité de créer une banque alimentaire mondiale; une institution de cette nature aiderait considérablement à accroître la production agricole, ce qui présente une importance vitale pour le progrès des pays en voie de développement. La délégation mexicaine soulèvera la question lors de la réunion des délégations intéressées, au mois de septembre 1974, en vue de parvenir à une proposition précise, élaborée d'un commun accord, qui puisse être discutée à la Conférence.

40. M. MARKOVIĆ (Yougoslavie) dit que son gouvernement approuve le projet d'ordre du jour provisoire, le projet de règlement intérieur provisoire et l'organisation des travaux envisagés pour la Conférence mondiale de l'alimentation. A la deuxième session du Comité préparatoire, il a été procédé à un échange de vues extrêmement utile sur l'évaluation préliminaire de la situation alimentaire mondiale, et la version révisée de cette évaluation, établie à partir des suggestions du secrétariat, constituera un important document de base pour la Conférence. La teneur et l'orientation fondamentales en sont satisfaisantes, mais l'évaluation devrait dégager plus nettement la corrélation étroite qui existe entre la production alimentaire et le progrès des pays en voie de développement. Tous les pays seraient ainsi en mesure de contribuer à la formulation de politiques ou mesures internationales appropriées touchant la production et la répartition des denrées. Il faut d'urgence prendre les mesures à court terme nécessaires, par exemple, pour venir en aide aux pays victimes de la sécheresse, mais le problème mondial de l'alimentation exige une action à long terme de la part de toutes les nations et organisations internationales.

41. Certaines des questions proposées à l'examen de la deuxième session du Comité préparatoire, lors de la cinquante-sixième session du Conseil et en d'autres instances, ne figurent pas au projet d'ordre du jour. M. Marković espère qu'il sera possible d'en reprendre l'examen, soit à la troisième session du Comité préparatoire, soit au début de la Conférence elle-même. Le Comité préparatoire a recommandé la discussion, lors d'une réunion des délégations intéressées qui aurait lieu avant la troisième session, de certaines propositions qu'il n'a pas étudiées à sa deuxième session, faute de temps. La question de l'établissement d'un fonds mondial des engrais, par exemple, mérite de retenir spécialement l'attention puisque, dans bien des pays en voie de développement, les engrais sont la condition d'une production alimentaire suffisante. La Yougoslavie appuie la création d'un tel fonds qui aiderait les pays en voie de développement à résoudre le problème que pose l'augmentation du prix des engrais. La proposition péruvienne concernant une déclaration universelle sur l'éradication de la faim, la proposition du Mexique visant la création d'une banque mondiale de l'alimentation et l'organisation de la recherche sur les facteurs de production agricoles, les propositions du Bangladesh relatives à un conseil de la sécurité alimentaire mondiale, à une banque mondiale de l'alimentation et à un fonds international de développement

<sup>2</sup> Voir E/5100, annexe I.

agricole, et celle qu'a faites la Sierra Leone, au nom des pays africains, touchant l'établissement d'un fonds de développement de l'agriculture, revêtent toutes une importance considérable. Certaines d'entre elles pourraient être regroupées sous une seule et même rubrique. Le Conseil devrait autoriser le Comité préparatoire à leur prêter l'attention voulue, lors de sa troisième session.

42. M. WATANAKUN (Thaïlande), indiquant le soutien de sa délégation à la Conférence mondiale de l'alimentation, déclare que l'accroissement de la production alimentaire dans les pays en voie de développement implique à la fois une coopération internationale et des efforts à l'échelon national. Pour mettre rationnellement au service de leur expansion agricole les ressources humaines et les ressources en terres dont ils disposent, les pays en voie de développement ont besoin d'engrais et de pesticides qu'ils doivent pouvoir se procurer à des prix raisonnables. Toutefois, à plus longue échéance, ils doivent aussi être encouragés à produire ces engrais et pesticides à partir des matières premières locales. On a beaucoup parlé de l'inflation générale et de l'inflation importée, mais les hausses de prix varient considérablement d'un produit à l'autre. Les augmentations du prix des engrais, des carburants et d'autres produits ont des répercussions directes sur la production agricole. M. Watanakun estime, comme le représentant du Mexique, que l'amélioration des termes de l'échange et de l'accès aux marchés revêt une importance capitale pour les pays en voie de développement. La Thaïlande appuie les recommandations contenues au paragraphe 1 du rapport du Comité préparatoire.

43. M. DIETZE (République démocratique allemande) dit que son gouvernement a appuyé la décision de tenir une conférence mondiale de l'alimentation parce que la situation alimentaire peu satisfaisante qui existe dans de vastes régions du monde est incompatible avec les objectifs humanitaires énoncés dans la Charte des Nations Unies et appelle une action concertée de la part de tous les Etats. La faim et la malnutrition sévissent tout particulièrement dans les pays qui ont été les victimes de la politique d'exploitation coloniale et néo-coloniale menée par les Etats impérialistes; ceux-ci se trouvent donc tenus d'aider à faire disparaître ces effets. Lors de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le Gouvernement de la République démocratique allemande a insisté pour que soient éliminés les vestiges du colonialisme, l'*apartheid* et le néo-colonialisme, et estime donc inadmissible que l'Examen préliminaire attribue la faim à la seule pauvreté, alors que ses causes primordiales sont politiques et sociales, comme cela a été reconnu dans la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptée par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire. L'une des tâches les plus importantes de la Conférence mondiale de l'alimentation sera donc d'identifier les causes politiques et socio-économiques de la faim et de la malnutrition et de trouver une solution d'ensemble à ce problème.

44. La réforme agraire et la mise en place d'un système coopératif sont indispensables pour permettre aux pays en voie de développement de résoudre par eux-mêmes leurs problèmes alimentaires. La République démocratique allemande a une grande expérience de l'action à mener pour

intensifier le rendement de l'agriculture grâce à l'introduction de méthodes industrielles, en s'appuyant sur un système coopératif propre à favoriser le développement du potentiel de production alimentaire du pays, améliorer les conditions de vie à la campagne et assurer un approvisionnement régulier en produits alimentaires. Elle est prête à faire bénéficier d'autres pays de sa propre expérience.

45. Etant donné que le développement de la production alimentaire et l'amélioration de la situation alimentaire doivent être replacés dans le contexte du développement économique global, le Gouvernement de la République démocratique allemande appuie les efforts déployés par les pays pour développer leur commerce de produits alimentaires et de matières agricoles. Sa politique agricole repose sur le principe fondamental selon lequel le pays doit pourvoir à ses besoins croissants de produits alimentaires grâce à la production nationale. La République démocratique allemande n'en accroît pas moins son commerce de produits agricoles, tropicaux notamment, avec les pays en voie de développement. Ses accords commerciaux à long terme avec les pays en voie de développement, fondés sur l'égalité des droits et l'avantage mutuel, assurent à ces pays la certitude de débouchés et des prix stables. La détente actuelle dans les relations politiques internationales crée des conditions favorables à la mise en valeur des ressources de tous les pays et à la solution du problème alimentaire mondial.

46. La République démocratique allemande approuve en principe le projet d'ordre du jour provisoire et le projet de règlement intérieur provisoire proposés pour la Conférence mondiale de l'alimentation.

47. M. BASSIOUNY (Observateur de l'Organisation de l'unité africaine), prenant la parole sur l'invitation du Président, rappelle que, dans sa déclaration, le Secrétaire général de la Conférence mondiale de l'alimentation a indiqué clairement le lien existant entre l'ordre économique mondial actuel d'une part et, d'autre part, la pénurie alimentaire mondiale et les problèmes connexes auxquels se heurtent les pays en voie de développement. L'OUA a déclaré, à diverses occasions, que c'est seulement dans le cadre d'un nouvel ordre économique international qu'il serait possible d'éliminer définitivement les pénuries alimentaires; il en va de même du déséquilibre économique constant dont souffrent les pays en voie de développement.

48. La Conférence mondiale de l'alimentation va se tenir alors que des milliers de gens meurent de faim en Afrique. M. Bassiouny espère que la Conférence proposera non seulement des mesures de secours à court terme, mais encore une action à moyen et à long terme. Pour ce qui est des terres, de l'eau et de la main-d'œuvre, il existe en Afrique de vastes ressources inexploitées; seuls font défaut les capitaux pour effectuer les investissements nécessaires. Mais dans les zones cultivées, la pénurie et le prix élevé des engrais font obstacle à la production agricole. Le rapport du Comité préparatoire montre que de nombreuses propositions positives ont été faites; leur mise en œuvre dépendra de l'attitude des pays développés à la Conférence. Ceux-ci doivent se rendre compte que tous les pays du monde sont solidaires et que participer à la solution du problème alimentaire mondial ne signifie pas accorder des dons, mais

bien assumer les responsabilités qui leur incombent. M. Bassiouny donne au Secrétaire général de la Conférence mondiale de l'alimentation l'assurance que l'OUA apportera sa pleine coopération politique pour toutes les mesures relatives à l'Afrique.

49. M. GATES (Australie) fait observer que le succès ou l'échec de la Conférence mondiale de l'alimentation aura une influence déterminante sur la vie de millions de gens. Comme l'a souligné le Secrétaire général de la Conférence, cette dernière aura pour tâche de jeter les bases d'une politique alimentaire mondiale. Le représentant de l'Australie félicite le Comité préparatoire de ses travaux qui joueront un rôle décisif dans la réalisation de cet objectif.

50. En ce qui concerne l'Examen préliminaire de la situation alimentaire mondiale présente et future, qui a été étudié par le Comité préparatoire lors de sa deuxième session, la délégation australienne ne doute pas que dans la version révisée de ce document qui sera présentée au Comité préparatoire, à sa troisième session, le Secrétaire général de la Conférence tiendra dûment compte des observations pertinentes contenues au paragraphe 12 du rapport du Comité.

51. Le représentant de l'Australie espère que le Conseil acceptera le projet de règlement intérieur provisoire de la Conférence, qui a fait l'objet d'un examen prolongé et attentif lors de la deuxième session du Comité préparatoire, et qu'il approuvera sans le modifier le projet d'ordre du jour provisoire de la Conférence, qui représente un consensus réalisé à la suite de longs débats lors des première et deuxième sessions du Comité préparatoire.

52. La délégation australienne appuie la proposition contenue au paragraphe 1, alinéa *d* du rapport tendant à ce que la troisième session du Comité préparatoire soit précédée d'une réunion des délégations intéressées. Etant donné que cette réunion sera consacrée à l'examen des propositions spécifiques mentionnées aux paragraphes 19 et 20 du rapport, elle contribuera grandement à la réussite finale des travaux de la Conférence. Il est encourageant que l'on ait déjà accompli certains progrès dans l'application des mesures d'urgence concernant l'offre d'engrais et de pesticides, proposées par le Conseil dans la résolution 1836 (LVI). C'est une approche concrète de ce genre que le Conseil devrait adopter pour examiner la situation alimentaire mondiale.

53. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que son gouvernement estime également que les problèmes suscités par la situation alimentaire mondiale actuelle présentent un caractère d'urgence et que la Conférence mondiale de l'alimentation contribuera, sans doute, à résoudre certains d'entre eux ainsi que d'autres problèmes pouvant surgir dans un proche avenir. L'Examen préliminaire de la situation alimentaire mondiale présente et future montre que les problèmes en rapport avec l'évolution de la production alimentaire mondiale forment un ensemble varié et complexe. La Conférence devra donc se concentrer sur les problèmes capitaux. Elle devra principalement identifier les causes premières de la pénurie actuelle de denrées alimentaires et trouver les moyens pratiques d'y remédier.

54. Des mesures telles que celles qui ont été prises en Afrique pour lutter contre la mouche tsé-tsé ont certes des incidences sur la production alimentaire, mais c'est surtout par des changements économiques et sociaux radicaux qu'il faut chercher les moyens d'augmenter la productivité agricole. Des réformes agraires progressistes ainsi que la création d'un secteur coopératif, par exemple, contribueraient à éliminer les survivances du colonialisme, les formes archaïques de propriété foncière et d'occupation des sols ainsi que d'autres obstacles qui entravent non seulement le développement agricole, mais aussi le développement économique en général. La nécessité de la réforme agraire a été admise dans la résolution 1707 (LIII) adoptée par le Conseil à sa cinquante-troisième session. Comme il est dit au paragraphe 13 du rapport du Comité préparatoire, plusieurs délégations estiment que le secrétariat, lorsqu'il révisera le texte du rapport, devra mettre en relief les principales décisions dont dépendra le succès de la solution de l'ensemble du problème alimentaire. Tant que les problèmes principaux ne seront pas résolus, toutes les mesures prises, aussi importantes soient-elles dans certains contextes, ne seront que de simples palliatifs et pourraient même aggraver les problèmes. L'attention de la Conférence devrait être attirée sur les effets néfastes de la position dominante qu'ont les sociétés multinationales dans l'économie de nombreux pays en voie de développement.

55. La solution des problèmes agricoles des pays en voie de développement nécessite des ressources financières ainsi que la détermination des populations intéressées. La poursuite de la détente politique et l'instauration d'une paix juste et durable permettront aux pays développés d'élargir leur coopération avec les pays en voie de développement et de leur fournir une assistance accrue, les aidant ainsi à résoudre leurs problèmes alimentaires. L'Union soviétique comprend les problèmes agricoles des pays en voie de développement et leur fournit une assistance appropriée sur une grande échelle. Elle met actuellement en œuvre un vaste programme de développement agricole à l'intérieur de ses frontières.

56. Passant au projet d'ordre du jour provisoire proposé pour la Conférence mondiale de l'alimentation, M. Smirnov déclare qu'il serait malavisé de donner aux différents points une formulation si précise qu'elle exclurait le droit des participants à la Conférence de prendre eux-mêmes les décisions et mettrait un frein à d'éventuelles initiatives. Cette remarque s'applique particulièrement au point 9 *c* (Renforcement de la sécurité alimentaire mondiale . . .) et au point 9 *e* (Dispositions à prendre pour donner suite aux recommandations . . .). Il serait plus approprié que le point 9 *d* (Objectifs et mesures spécifiques dans le domaine du commerce international . . .) soit débattu dans le cadre de la CNUCED; néanmoins, si les participants à la Conférence estiment qu'il est souhaitable qu'ils en débattent, ils devraient le faire en étroite collaboration avec la CNUCED et en tenant compte de l'activité déployée, dans le passé ou actuellement, par cette organisation. Les principaux points à débattre lors de la Conférence devraient concerner : le rôle que la réforme agraire et les systèmes coopératifs peuvent jouer pour accroître la production agricole des pays en voie de développement; l'assistance au développement agricole sous la forme de fourniture de matériel agricole et de construction d'usines, dans les pays en voie de

développement, destinées à fabriquer des engrais et des machines agricoles; l'envoi d'experts dans divers secteurs de l'agriculture, qui contribueraient à la formation dans les pays en voie de développement; l'assistance technique afin de faciliter l'introduction des techniques agricoles modernes. Toutes ces mesures combinées contribueraient à effectuer des changements qualitatifs dans l'agriculture des pays en voie de développement. Toutefois, c'est à la Conférence elle-même qu'il incombe de prendre la décision définitive quant à son ordre du jour. M. Smirnov pense, comme le Comité préparatoire, que les propositions mentionnées au paragraphe 19 du rapport du Comité doivent être soigneusement examinées. Il souligne qu'il est important que les documents concernant la Conférence soient préparés et distribués assez tôt.

57. M. AHMAD (Pakistan) dit que la convocation de la Conférence mondiale de l'alimentation témoigne que la communauté internationale a conscience des proportions prises par la crise alimentaire mondiale — les récents événements dans la région soudano-sahélienne en étant un exemple — ainsi que de l'interdépendance du monde. C'est pourquoi l'Assemblée générale a reconnu dans la résolution 3180 (XXVIII) que la tâche principale de la Conférence consiste à mettre au point des moyens grâce auxquels la communauté internationale dans son ensemble pourra agir d'une façon concrète pour résoudre le problème alimentaire mondial dans le contexte plus large du développement et de la coopération économique internationale.

58. La deuxième session du Comité préparatoire a été particulièrement fructueuse, le Comité ayant agi dans l'esprit de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et s'étant attelé à des questions de fond. Ses travaux ont été facilités par l'Examen préliminaire de la situation alimentaire mondiale. M. Ahmad espère que les utiles suggestions faites par certaines délégations figureront comme il convient dans la version révisée qui sera présentée à la troisième session du Comité préparatoire. Le Comité a également traité un certain nombre de points de procédure importants, le principal étant le projet d'ordre du jour provisoire. De l'avis de tous, la Conférence mondiale de l'alimentation doit être orientée vers l'action. C'est pourquoi la délégation pakistanaise estime que le point 9 de l'ordre du jour provisoire qui concerne les programmes d'action nationale et internationale est de première importance. Si l'on sait que, selon des estimations de la FAO, environ un cinquième de la population du tiers monde souffre de carences alimentaires, on comprend combien il est nécessaire d'agir. La situation s'aggrave du fait de l'inflation mondiale et des hausses de prix. On estime que les dépenses des pays en voie de développement pour leurs importations de denrées alimentaires, qui avaient augmenté d'environ 1,500 milliards de dollars en 1972/73, augmenteront d'environ 5 milliards de dollars en 1973/74. Si l'évolution économique et démographique actuelle continue, il manquera 85 millions de tonnes de céréales dans le tiers monde d'ici à 1985. Ces chiffres prouvent à quel point il importe d'augmenter la production de denrées alimentaires dans les pays en voie de développement, de leur faciliter l'obtention des facteurs de production nécessaires, de constituer des stocks alimentaires de réserve nationaux et internationaux et de stabiliser les cours des céréales. Les pays en voie de développement ayant des surplus de denrées

alimentaires doivent être stimulés par des prix rémunérateurs et des marchés sûrs. Quant aux pays en voie de développement importateurs de ces denrées, il faut leur permettre d'accroître l'ensemble de leurs exportations qui leur assurent des recettes en devises, et les aider soit en leur fournissant une assistance alimentaire, soit en leur accordant des prix de faveur pour leurs importations.

59. A sa deuxième session, le Comité préparatoire a été saisi d'un certain nombre de propositions qui sont énumérées aux paragraphes 19 et 20 de son rapport. Jusqu'à présent, le Pakistan n'a eu le temps de considérer que les propositions concernant la création d'un fonds mondial d'engrais et d'un fonds de développement agricole, propositions qu'il appuie totalement. Les autres propositions méritent aussi d'être examinées sérieusement, dans le cadre d'une approche globale du problème qui permette d'éviter la prolifération des institutions et des programmes. Elles devraient être débattues en septembre 1974, lors de la réunion proposée des délégations intéressées.

60. M. Ahmad désire attirer l'attention du Conseil sur sa résolution 1836 (LVI) relative aux mesures d'urgence concernant l'offre d'engrais et de pesticides du fait de la pénurie d'engrais et de la hausse vertigineuse des prix, la production de céréales ainsi que celle d'autres denrées alimentaires est en déclin dans les pays en voie de développement. Dans ces circonstances, les pays développés producteurs et exportateurs d'engrais sont dans une meilleure position que les pays en voie de développement pour assurer leur approvisionnement.

61. La délégation pakistanaise félicite le Secrétaire général de la Conférence mondiale de l'alimentation pour le travail qu'il a accompli et approuve ses déclarations sur la nécessité d'une action internationale concertée, fondée sur la coopération et non sur l'affrontement entre pays développés et pays en voie de développement.

62. M. KACIMAIWAI (Fidji) dit que tout programme international en vue de la rationalisation de la production, de la répartition du commerce et de la consommation de produits exige une coopération entre les pays participants et un volume suffisant du commerce mondial du produit en question pour permettre de régulariser l'offre et les prix. Les exportateurs doivent consentir à ne pas exiger des prix exagérément élevés quand les approvisionnements sont rares, en échange d'assurances données par les importateurs qu'ils couvriront leurs besoins normaux à des prix qui ne seront pas trop bas lorsque les approvisionnements seront abondants. En dehors du sucre et du cacao, les produits qui pourront le plus vraisemblablement faire l'objet d'accords sont les céréales fines et les céréales secondaires, encore que les pays en voie de développement qui manquent de protéines puissent également souhaiter voir conclure des accords sur le lait et autres produits d'origine animale.

63. Fidji est très sensible à l'inflation et à la hausse du prix des transports et des produits de base du fait qu'elle doit importer des produits alimentaires et en raison de sa position géographique. En conséquence, elle se préoccupe, comme les autres pays en voie de développement, d'établir un programme visant à assurer l'approvisionnement en produits alimentaires de base à des prix raisonnables. En



même temps, elle espère accélérer la mise en œuvre de ses plans relatifs au remplacement des importations pour arriver à se suffire à peu près à elle-même en ce qui concerne les produits alimentaires. Elle espère aussi accroître sa part dans le commerce des produits agricoles en expansion en vue de financer sa future croissance économique.

64. L'objectif de nombreux pays en voie de développement, y compris Fidji, est donc d'assurer à des prix raisonnables leur approvisionnement en céréales nobles et en céréales secondaires destinées à la consommation humaine et à la nourriture du bétail. Fidji doit aussi pouvoir se procurer tous les facteurs de promotion agricoles nécessaires pour accroître ses exportations de produits agricoles et pour soutenir ses efforts en vue d'arriver à couvrir ses propres besoins en produits alimentaires de base. Le représentant de Fidji appuie donc la décision prise par le Conseil dans sa résolution 1836 (LVI) sur l'établissement d'un fonds commun d'engrais. Etant donné les arrangements bilatéraux existant pour les approvisionnements en céréales nobles telles que le blé et le riz, ce dont Fidji doit se préoccuper dans l'immédiat c'est d'obtenir des conditions plus favorables pour ses importations de céréales secondaires et de facteurs de production agricoles. Cependant, puisqu'elle ne sera jamais en mesure de produire du blé en quantité appréciable, il lui faut aussi pourvoir à ses besoins futurs en céréales nobles.

65. La première chose à faire pour assurer l'approvisionnement du monde en produits alimentaires à des prix raisonnables est de déterminer le niveau nécessaire des stocks et la façon dont ils doivent être constitués et de décider qui doit les détenir. Il faut constituer des stocks pour faire face aux situations d'urgence telles que les catastrophes naturelles et les récoltes déficitaires et pour compenser les approvisionnements irréguliers assurés par les pays exportateurs aux pays importateurs géographiquement isolés. Il peut aussi être nécessaire de constituer des stocks suffisants pour stabiliser les prix. Les stocks devraient couvrir à la fois les besoins de l'homme et ceux du bétail et comporter des produits tels que les facteurs de production agricoles. Si l'on a estimé jusqu'ici que seuls les pays producteurs devaient détenir des stocks, une telle mesure n'est pas souhaitable dans le cas des céréales. Dans l'intérêt des consommateurs, Fidji doit accepter de financer le coût de l'organisation et de la gestion de stocks de réserve et elle aura besoin à cet effet d'une assistance financière internationale. Comme cette situation est la même dans d'autres pays en voie de développement, il s'agit d'un problème mondial qui exige une coopération internationale. Il n'est toutefois pas possible de constituer ces stocks de réserve avant que la situation de l'offre se soit améliorée en ce qui concerne les produits et les facteurs de production agricoles, car autrement il en résulterait une nouvelle hausse des prix. Il faudrait faire un effort commun pour rationaliser la répartition de la production actuellement disponible en concédant quelques avantages aux pays en voie de développement.

66. M. CHANG Ping-tsien (Chine) dit que c'est la quatrième Conférence des Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui a proposé la première de convoquer une conférence internationale pour discuter du

problème alimentaire, proposition qui a été ensuite adoptée par l'Assemblée générale à sa vingt-huitième session. La délégation chinoise appuie pleinement la convocation d'une telle conférence puisque le problème est un de ceux qui préoccupent les pays en voie de développement. Au cours des travaux préparatoires de la conférence, il faudra tenir pleinement compte des huit points concernant l'alimentation compris dans le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, qui a été adopté à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. M. Chang Ping-tsien espère que des mesures de mise en œuvre seront prises à la Conférence mondiale de l'alimentation.

67. En ce qui concerne la question des invitations à participer à la Conférence, la délégation chinoise maintient la position qu'elle a indiquée au Comité économique (683ème séance) lors de la cinquante-sixième session du Conseil.

68. Mlle GHOSE (Inde) dit que la situation économique mondiale s'est considérablement détériorée depuis 1973, date à laquelle la résolution relative à la convocation de la Conférence mondiale de l'alimentation a été adoptée. L'incertitude des approvisionnements et la hausse des prix ont provoqué une augmentation continue des dépenses d'importation de produits alimentaires des pays en voie de développement. La représentante de l'Inde est bien d'avis qu'il est nécessaire d'améliorer la production de produits alimentaires dans les pays en voie de développement, mais il est tout aussi important de mettre à la disposition de ces pays des produits alimentaires à un prix raisonnable. Il est regrettable que le Programme d'action adopté à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale ne soit mentionné que dans un seul paragraphe du rapport du Comité préparatoire.

69. Le projet d'ordre du jour provisoire de la Conférence ne tient pas suffisamment compte de l'action préconisée à l'alinéa f du point 2 du Programme d'action : le point 9 c de l'ordre du jour est lié à la même question, mais il ne suffit pas d'étudier les mesures à prendre en matière de secours d'urgence; pour inspirer véritablement confiance dans le nouvel ordre économique international, il est indispensable d'assurer une offre de produits alimentaires à des conditions qui n'entraînent pas de détérioration de la balance des paiements des pays en voie de développement. Cette question devrait être prise en considération lorsque la Conférence examinera ce point de l'ordre du jour.

70. Le PRESIDENT dit que le Conseil est appelé à se prononcer sur les différentes recommandations du Comité préparatoire figurant au paragraphe 1 de son rapport. En l'absence d'objections, il considérera que le Conseil approuve le projet de règlement intérieur provisoire de la Conférence mondiale de l'alimentation (E/5353 et Corr.2, annexe I) et décide de le transmettre pour adoption à la Conférence.

*Il en est ainsi décidé.*

71. Le PRÉSIDENT dit qu'en l'absence d'objections il considérera que le Conseil approuve le projet d'ordre du jour provisoire de la Conférence (*ibid.*, annexe II), ainsi que

l'organisation proposée des travaux de la Conférence (*ibid.*, annexe III) et qu'il décide de les transmettre pour adoption à la Conférence.

*Il en est ainsi décidé.*

72. Le PRÉSIDENT dit qu'en l'absence d'objections il considérera que le Conseil décide de convoquer la troisième session du Comité préparatoire à Rome, du 23 septembre au 4 octobre 1974 (E/5533, par. 43).

*Il en est ainsi décidé.*

73. M. CORDOVEZ (Secrétaire du Conseil) dit que les incidences financières de la convocation à Rome, du 16 au 20 septembre 1974, d'une réunion des délégations intéressées, ainsi qu'il est recommandé au paragraphe 1, alinéa d du rapport du Comité préparatoire, s'élèveront à 6 000 dollars représentant les frais de documentation et d'interprétation.

74. Le PRÉSIDENT dit qu'en l'absence d'objections il considérera que le Conseil décide de convoquer à Rome, du 16 au 20 septembre 1974, une réunion des délégations intéressées qui examinera certaines propositions spécifiques

et fera rapport à ce sujet à la troisième session du Comité préparatoire (*ibid.*, par. 20).

*Il en est ainsi décidé.*

*Le Conseil prend note du rapport du Comité préparatoire pour la Conférence mondiale de la population sur sa deuxième session (E/5533 et Corr.2).*

75. Le PRÉSIDENT remercie le Président du Comité préparatoire et le Secrétaire général de la Conférence mondiale de l'alimentation de leurs déclarations et de leur participation aux débats.

76. M. CAVAGLIERI (Italie) souhaite cordialement la bienvenue, au nom de son pays, à tous les participants à la Conférence mondiale de l'alimentation. L'Italie est heureuse d'accueillir la Conférence qui est une manifestation de solidarité et de coopération internationales.

77. M. MAREY (Secrétaire général de la Conférence mondiale de l'alimentation) dit que le débat l'a convaincu que non seulement les pays en voie de développement mais aussi les pays développés partagent la manière de voir du secrétariat au sujet du problème mondial de l'alimentation.

*La séance est levée à 12 h 55.*

## 1917<sup>e</sup> séance

Lundi 22 juillet 1974, à 15 h 10

Président : M. A. KARHILO (Finlande)

E/SR.1917

### POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

#### Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international (E/5555, E/L.1608)

1. M. ALGAARD (Président du Comité *ad hoc* du Programme spécial) rappelle qu'aux termes du paragraphe 6 du chapitre X du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adopté par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire [résolution 3202 (S-VI)], le Comité *ad hoc* du Programme spécial était notamment chargé de faire des recommandations portant sur l'ampleur, le mécanisme et les modalités de fonctionnement du Fonds spécial. Le Comité *ad hoc* n'a malheureusement pas été en mesure de présenter des recommandations précises. Toutefois, son rapport (E/5555) reflète ses vues essentielles sur la question et il serait utile que le Conseil puisse se prononcer à leur sujet.

2. Une autre tâche du Comité *ad hoc* consistait à contrôler les diverses mesures bilatérales et multilatérales destinées à aider les pays les plus gravement touchés, en attendant le début des opérations du Fonds. Pour cette

question, le Comité *ad hoc* se tient en liaison étroite avec le représentant spécial du Secrétaire général pour l'opération d'urgence des Nations Unies, qui donnera des renseignements plus détaillés sur ce point.

3. Le Comité *ad hoc* doit également préparer, sur la base des renseignements fournis par les pays intéressés et les organismes compétents des Nations Unies, une évaluation générale des besoins des pays les plus gravement touchés. Cette évaluation a déjà été entreprise en collaboration avec la BIRD et diverses institutions internationales.

4. Le Comité *ad hoc* reprendra ses travaux la première semaine de septembre 1974 et espère que le Conseil aura d'ici là émis des suggestions; il espère également qu'une réunion aura été organisée à l'intention des donateurs éventuels et que ceux-ci seront en mesure de préciser leur position à l'égard du Fonds spécial.

5. Le Président du Comité *ad hoc* déplore qu'un grand nombre d'Etats Membres ne semblent pas avoir compris l'urgence de la situation. Il tient à rappeler que la survivance de millions d'individus dépend des Nations Unies qui se trouvent aux prises avec la crise la plus grave de leur